

CONFERENCE DE PRESSE DE MONSIEUR AVERY BRUNDAGE  
PRESIDENT DU COMITE INTERNATIONAL OLYMPIQUE A GRENOBLE  
-----

Le 16 février à Grenoble, Monsieur Avery Brundage, Président du Comité International Olympique, donnait une conférence de presse en l'Hôtel de Ville, faisant ainsi le point sur les Xmes Jeux d'Hiver et abordant les perspectives d'avenir. Voici le texte de cette conférence:

"C'est par des remerciements au Comité d'organisation des Jeux et à la ville de Grenoble que je commencerai. Il est un fait certain: les Jeux Olympiques n'ont jamais connu des équipements aussi remarquables, une hospitalité aussi grande, une nourriture d'une telle qualité. La presse a pu bénéficier d'installations parfaites. Le temps bien sûr ne fut guère favorable mais nous ne pouvons en incriminer Grenoble et les organisateurs. De même, nous ne pouvons blâmer la ville de Grenoble ni le Dauphiné si les épreuves eurent lieu dans cinq endroits différents.

Nous avons toutefois été ennuyés, comme nous le fûmes dans d'autres lieux, par l'usage abusif des emblèmes olympiques et du mot olympique. Cette commercialisation excessive prouve bien qu'un règlement international semblable à celui de la Croix-Rouge doit intervenir pour l'utilisation des mots et des emblèmes olympiques.

Un autre sujet qui retint toute notre attention fut celui de la publicité sur les skis. Là, il me faut rappeler les faits passés. Depuis quelque temps déjà, le Comité International Olympique avait constaté avec déplaisir certains agissements en pratique dans le ski alpin et s'apprêtait à intervenir. Or, l'an passé, la Fédération Internationale de Ski annonça publiquement - la déclaration fut reproduite par la presse mondiale - qu'à Grenoble les marques publicitaires ne seraient pas autorisées sur les skis. Ceci fut confirmé par M. Hodler, président de la Fédération Internationale de Ski et deux de ses vice-présidents aussi tard qu'en décembre dernier au cours d'une rencontre qui eut lieu à New York avec le Président du Comité International Olympique.

Je vous demande de bien comprendre, ceci doit être fort clair entre nous, que notre principal souci n'était pas la publicité faite sur les skis. Nous savons comment sont faites les campagnes de publicité, nous n'ignorons pas davantage que notre monde moderne est largement bâti sur la publicité. Ce qui comptait pour nous, c'étaient les paiements illégaux faits aux skieurs par les fabricants de ski. Nous ne pouvons pas prouver ces paiements faits subrepticement, grâce à ces dessous-de-table, aussi notre seul recours était-il d'empêcher la publicité faite sur le matériel.

Voyez le stade olympique de Mexico (le stade Aztèque), il est couvert de publicité. Celle-ci sera enlevée lors des Jeux. C'est une règle olympique. Aucune publicité n'est permise lors des compétitions olympiques et vous avouerez que la raison est évidente. Je pense que personne n'y voit d'objections.

A l'issue de l'annonce faite par la Fédération Internationale de Ski, nous louâmes publiquement la Fédération qui prouvait ainsi qu'elle voulait mettre de l'ordre dans sa maison, aussi vous pouvez imaginer ce que fut notre étonnement et combien grande notre consternation lorsque nous apprîmes à la veille du début des épreuves que la Fédération Internationale de Ski capitulait devant les pressions des fabricants et que les marques sur les skis seraient autorisées.

Nous avons voulu montrer notre considération au Comité d'organisation car il était totalement innocent dans cette affaire, en retardant toute action. Nous sommes toutefois décidés à agir afin de combattre cette situation qui s'aggrave depuis quelque temps déjà aussi avons-nous désigné une Commission spéciale qui sera présidée par M. von Karnebeek (Hollande) afin d'étudier l'avenir des Jeux d'Hiver.

A ce sujet, je tiens à préciser que nous reconnaissons désormais 123 CNO; parmi ces 123 CNO, la plupart ne manifestent aucun intérêt pour les sports d'hiver et un très, très petit nombre de la population mondiale a l'occasion de pratiquer les sports d'hiver. La Commission est chargée de faire un rapport et de le présenter lors de notre prochaine Session. Nous ne savons pas ce qu'il contiendra.

Voici quelques exemples d'anomalies. Dans nos règles, les Jeux d'Hiver ne doivent pas excéder dix jours. Ici, ils ont duré treize jours, les derniers Jeux se tinrent pendant douze jours et les précédents, onze. Ainsi, chaque fois, augmentent-ils en durée et en dépenses. En outre, les règles olympiques stipulent qu'un seul village olympique doit exister et l'un des objectifs des Jeux est de rassembler la jeunesse du monde afin qu'elle puisse vivre au même endroit en pratiquant le sport.

Lorsque les Jeux sont à l'image de ceux-ci - et il en était de même à Innsbruck - vous ne pouvez pas demander aux concurrents de monter et redescendre des montagnes deux fois par jour, aussi a-t-il fallu concevoir cinq villages olympiques, ce qui est une violation de nos règles. Au lieu que les skieurs nordiques et alpins, les patineurs, les lugeurs, les bobsleigheurs vivent ensemble, ils sont tous séparés.

Nous aurions aussi bien pu avoir cinq championnats du monde.

Pour la première fois dans l'histoire des Jeux Olympiques, des contrôles de dopage et de sexe ont été effectués grâce à d'éminents savants et médecins, sous la responsabilité de notre Commission médicale. Les résultats ont été extrêmement satisfaisants. Malheureusement, certains concurrents ont été disqualifiés et nous avons reçu près de 500 télégrammes de l'Allemagne de l'Est, concernant ses lugeuses. Ces concurrentes furent disqualifiées par le jury de la Fédération Internationale de Luge et, comme vous le savez, dans les problèmes techniques, le jury est sans appel, aussi le Comité International Olympique n'a-t-il pu intervenir, même s'il l'eût voulu. Au reste, nous n'avons aucun reproche à faire au jury ou à la Fédération Internationale de Luge dont l'intégrité est totale.

Pour ce qui est de la question sud-africaine, il faut d'abord se souvenir que le Comité International Olympique n'a pas à connaître des gouvernements ou des problèmes politiques. La décision prise par la majorité des membres du Comité International Olympique eut pour fondement le fait que le Comité Olympique National avec lequel nous sommes en rapport a accepté d'envoyer une équipe multi- raciale sélectionnée par un comité multi-racial, vêtue de la même manière, voyageant et habitant ensemble. En outre, le Comité International Olympique prit sûrement en considération le voeu expresse des organisations non-blanches d'Afrique du Sud de participer aux Jeux. Dans ces circonstances, je pense que seule une puissance telle que le Mouvement Olympique pouvait permettre un tel changement et je dois ajouter que c'est la première fois qu'une organisation quelconque a fait quelque chose pour les Non-blancs d'Afrique du Sud.

En devenant aujourd'hui la plus importante force sociale du monde - ceci est, j'en conviens, une vigoureuse assertion - sans armée, sans police et même sans argent, ayant seulement la puissance de ses principes élevés, le Mouvement Olympique a attiré l'attention de forces politiques et commerciales de grande importance et celles-ci mettent en jeu son existence même. Il y a ceux qui veulent utiliser le sport pour augmenter le prestige national. Il y a également ceux qui souhaitent se servir du sport pour en tirer un bénéfice commercial. Des deux côtés, ces actions peuvent très bien conduire à la destruction même du Mouvement Olympique.

Et pourtant ! Les influences politiques sont extrêmement bénéfiques lorsqu'elles font du sport une partie du système d'éducation, et ont pour objet les fins mêmes définies par

Pierre de Coubertin: des jeunes gens et des jeunes filles plus sains, plus solides, afin qu'ils deviennent de meilleurs citoyens. Autrement, ces influences sont détestables et nuisibles si elles ont pour propos de constituer une catégorie d'athlètes d'élite servant au prestige national.

Lorsque le sport devient une affaire commerciale, comme ceci est arrivé et arrive encore, notre seul recours, je pense, est de retirer ces entreprises de réjouissances du programme olympique. Nous n'avons aucun grief à formuler contre un honnête sport professionnel mais, par contre, nous estimons que ceux qui acceptent des dessous-de-table sont des tricheurs et ne sont pas un très bon exemple pour les millions de jeunes qui aiment le sport pour le plaisir. Aussi tenons-nous à soutenir les millions de jeunes des 123 pays dont l'intérêt est le seul agrément que procure le sport. En bref, nous voulons garder le sport propre, pur, honnête et libre de toute ingérence politique ou commerciale. Je suis heureux, à cet égard, de vous dire que nous avons reçu un très grand nombre de lettres d'organisations et de personnalités émanant de toutes les parties du monde et qui approuvent notre action.

Voilà ce que je voulais vous dire et qui résume notre position.

Avery BRUNDAGE

\* \* \*